



Dynamiques environnementales

Journal international de géosciences et de l'environnement

35 | 2015

Les espaces naturels protégés sont-ils nécessaires ?

Le front écologique, un concept pour interroger la géographie historique des politiques des protections de la nature : une comparaison Argentine, Chili et Afrique du Sud (1895-1994)

The eco-frontier, a concept to question the historical geography of nature conservation politics : a comparison Argentina, Chile and South Africa (1895-1994)

Sylvain Guyot



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/dynenviron/1096>

DOI : 10.4000/dynenviron.1096

ISSN : 2534-4358

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2015

Pagination : 31-57

ISBN : 979-10-300-0033-7

ISSN : 1968-469X

Référence électronique

Sylvain Guyot, « Le front écologique, un concept pour interroger la géographie historique des politiques des protections de la nature : une comparaison Argentine, Chili et Afrique du Sud (1895-1994) », *Dynamiques environnementales* [En ligne], 35 | 2015, mis en ligne le 01 janvier 2016, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/dynenviron/1096> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/dynenviron.1096>



La revue *Dynamiques environnementales* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.



Le Parc National
du Torres del
Paine dans le sud
du Chili (cliché :
Winky, 2005, wiki-
media commons).



Le front écologique, un concept pour interroger la géographie historique des politiques de protection de la nature : une comparaison Argentine, Chili et Afrique du Sud (1895-1994)

Sylvain Guyot¹

Résumé/Abstract

Le front écologique est un concept diachronique et multiscale qui permet d'interroger et de comparer la géographie historique des politiques de protection de la nature en Argentine, au Chili et en Afrique du Sud. L'article aborde les différentes logiques historiques et géographiques des politiques de protection de la nature dans ces trois pays de la fin du XIX^e siècle jusqu'au début des années 1990. Sont ainsi évoqués les types de protection de la nature (faune sauvage, wilderness et forêt), les logiques de contrôle territorial (colonisation interne et frontières), la création de parcs nationaux à des fins nationalistes, la rivalité politique entre l'Etat et ses provinces, l'imposition de valeurs néolibérales sur la nature et les enjeux fonciers avec les évictions concomitantes de populations locales ou autochtones.

The eco-frontier, a concept to question the historical geography of nature conservation politics: a comparison Argentina, Chile and South Africa (1895-1994)

The eco-frontier is a diachronic and multiscale concept that questions and compares the historical geography of nature conservation politics in Argentina, Chile and South Africa. The paper addresses different historical and geographical logics of nature conservation politics in the three countries from the end of the 19th century to the beginning of the 1990's. We will mention types of conservation (wildlife, wilderness and forest), territorial control (frontier colonisation and borders), national(ist) parks creation, political rivalry between federal State and provinces, imposition of neoliberal values on nature and land issues linked to forced removals of local or indigenous populations.

Mots clés/Key-words

Front écologique, géographie historique, géopolitique, protection de la nature, Afrique du Sud, Argentine, Chili

Eco-frontier, historical geography, geopolitics, nature conservation, South Africa, Argentina, Chile

Introduction

Le front écologique consiste en une proposition théorique (Guyot, 2015) qui souhaite penser ensemble l'émergence de la protection de la nature sur le temps long comme enjeu principal planétaire fondamental, les systèmes d'énonciation propres aux acteurs et des types de processus bien connus de la géographie comme la conquête territoriale et l'avancée d'une nouvelle frontière.

Associer le terme de front et l'adjectif écologique peut ainsi sembler paradoxal tant l'image du front est associée à une conquête militaire et/ou économique, associée à une prédation des ressources. Mais la protection de la nature induit pourtant à sa façon, en fonction des contextes historiques, le remplace-

ment d'un ordre socio-spatial par un autre (Héritier et al., 2009) associé parfois à un renversement total des usages en vigueur, un contrôle politique parfois brutal allié à une intervention de type militaire ou paramilitaire, et une forme de conquête économique basée sur la science, le tourisme, la récréation et les loisirs. Si le front écologique est un processus de conquête territoriale environnementalement beaucoup plus responsable, par définition, qu'un front pionnier minier ou agricole, il n'en reste pas moins le vecteur d'une stratégie politique de contrôle de l'espace pour servir les intérêts d'un certain nombre d'ayants-droits. Se pose aussi la question de la réalité du changement d'ordre socio-spatial opéré, dans le cas d'un front écologique où l'écologie serait utilisée comme simple faire-valoir pour masquer d'autres formes de conquête moins « nobles ».

1. UMR 6042 CNRS GEOLAB, Université de Limoges - sylvain.guyot@unilim.fr

Le concept de front écologique, multiscalaire et diachronique par essence, peut s'appliquer à l'échelle des pays. Je fais l'hypothèse qu'il peut rendre opérationnel une comparaison de géographie historique des politiques de protection de la nature entre l'Afrique du Sud, l'Argentine et le Chili. Le front écologique permet d'appliquer à ces trois pays une grille de lecture commune basée sur des temporalités (générations) et des processus communs (politiques, économiques, sociaux etc.). Ces trois pays ont beaucoup en commun. Ils partagent une position géographique de terminaison continentale au sein de l'hémisphère sud, qui induit en partie la richesse tout à fait spécifique de leurs milieux naturels (mosaïque bioclimatique presque complète pour les trois pays) et de leur biodiversité. Ces trois pays sont réputés pour la beauté et la diversité de leurs grands espaces, ainsi que pour la richesse de leur contexte multiculturel fait d'influences européennes et « autochtones », plus ou moins métissés et s'exprimant dans un contexte postcolonial différencié. Comment relier leurs géographies historiques souvent convergentes du point de vue des politiques de protection de la nature ? Le premier temps de l'article est consacré à la définition du concept de front écologique. Le second temps se focalise sur la génération impériale propre à l'Afrique du Sud. Le troisième temps passe en revue les différentes étapes de la génération géopolitique dans les trois pays. Et le dernier temps, conclusif, consiste en une mise en perspective comparée entre l'Afrique du Sud, l'Argentine et le Chili.

parfois confondues : une phase de conception ou de préconisation, une phase de conquête ou d'ouverture du front, une phase de maturation et d'institutionnalisation, puis une phase de devenir.

La phase de conception ou de préconisation du front écologique est associée à un processus d'énonciation scientifique et politique localisé dans une base-arrière (gouvernement, organisme de conservation, ONG etc.). La phase de conquête ou d'ouverture du front correspond concrètement à l'appropriation pionnière de la nature sur le terrain par des éco-conquérants, pour en faire une aire protégée, un lieu de vie alternatif, une destination écotouristique etc. Le front écologique implique alors des processus de remplacement de logiques non soutenables par des logiques (pseudo-)écologistes. Cette phase d'ouverture permet la matérialisation sur le terrain du front écologique et répond ainsi à plusieurs intentionnalités distinctes de la part des éco-conquérants : idéal de protection, laboratoire scientifique, logiques de pouvoir, lutte contre une autre logique frontale (mine, barrage, agriculture etc.), occupation et appropriation liée à l'esthétique, accessibilité renouvelée sur des espaces marginalisés etc. Ces différentes logiques sont associées à des systèmes d'acteurs bien particuliers, nourris par les rivalités, les alliances et les compromis et se cristallisent au sein d'un lieu décisif (isolé ou réticulaire) : la tête de pont. Les têtes de pont se connectent en réseau avec les bases arrière et s'imposent comme des lieux stratégiques d'observation des jeux d'acteurs.

I- Le front écologique : dynamiques spatio-temporelles et logiques générationnelles

A- Un front écologique en quatre étapes

Il est difficile de séparer les contextes spatio-temporels et idéologiques d'énonciation des fronts écologiques de leur « construction » sur le terrain. Le schéma ci-dessous (**figure 1**) montre que tout front écologique est marqué par une étape dite de conception ou de préconisation, qui est à la fois consubstantielle du contexte d'énonciation et phase amont indispensable de toute mise en place sur le terrain.

D'un point de vue spatio-temporel, le processus de front écologique est donc composé de quatre étapes

La phase de maturation du front écologique est en général une phase d'institutionnalisation où le caractère pionnier cède sa place à un processus normatif et à une volonté de légitimation auprès de tous les acteurs. Cette phase est souvent la mieux étudiée par la littérature sur les espaces naturels protégés.

Enfin, se pose la question du devenir du front écologique, et de sa possible cyclicité (Guyot, 2012). Plusieurs dynamiques opposées peuvent se produire : soit un processus de fermeture lié à la concurrence exacerbée d'activités extractives ou d'un développement mortifère du secteur touristique soit une pérennisation du front écologique par le biais d'un processus de renouvellement (changement de statut,

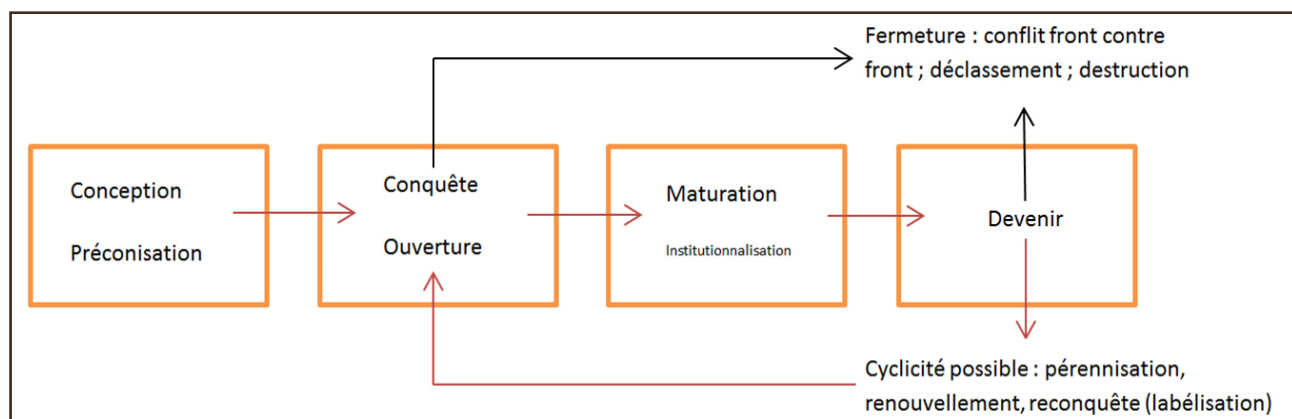


figure 1 : Les différentes étapes du front écologique (source : Guyot, 2015). La flèche rouge indique une dynamique favorable au front écologique et la flèche noire une dynamique défavorable.

Génération	Temporalité	Diffusion spatiale	Bases arrière (BA) & têtes de pont (TP)	Idéologies de la nature	Notions écologiques	Notions géographiques
Impériale	Depuis le siècle des Lumières ; Culmine entre 1850 et 1900	Territoires et colonies UK et USA	BA - Clubs d'explorateurs, sociétés de géographie, premières ONG (Londres, San Francisco) TP - Pietermaritzburg (AFS), Wellington (NZ) etc.	Romantisme Préservation (autochtoniste ou radicale) ; conservation (patrimoniale ou ressourcisme)	<i>Impérialisme écologique, processus spécifiques [acclimatation]</i> Voir Crosby2004	<i>American frontier</i> Front militaire Front de combat
Géopolitique	Depuis le début du XX ^e siècle : culmine entre 1930 et 1960	Extension au sein des territoires précédents et vers leurs périphéries ; Etats pionniers en Europe (Suède)	BA – Londres, Washington TP – en fonction des pays : Bariloche, Pretoria, etc.	Conservation de la nature : forte diffusion du parc national	Enclave et biostasisme, climax. Mise sous cloche.	Front militaire, frontière, front pionnier, <i>green belts, buffer zones</i>
Globale	Depuis les années 1960 ; culmine à partir de 1992	Diffusion mondialisée	BA - Gland, Londres, Washington etc. TP - en fonction des pays.	Eco-politique, écologie profonde, Justice environnementale, patrimoine naturel, éco-marketing, etc.	Circulations, écotones, lutte contre les <i>alien plants</i> .	Front de combat, front pionnier, parc transfrontalier, réseaux environnementaux etc.

tableau 1 : Trois générations de fronts écologiques (source : Guyot, 2015).

labélisation internationale) ou par la réaffirmation de nouvelles valeurs écologistes.

B- Dynamiques générationnelles

Historiquement, les fronts écologiques émergent en même temps que les débuts de la protection de la nature, et évoluent selon trois générations (impériale, géopolitique et globale) qui en se succédant dans le temps, tendent aussi à se chevaucher et à ré-émerger (**tableau 1**). Ce sont des étapes qui peuvent être aussi cumulatives par endroits, en particulier au sein des pays pionniers de la génération impériale.

La première génération de front écologique est qualifiée « d'impériale ». Elle accorde une place déterminante à la valeur de vérité scientifique basée sur l'impérialisme écologique (Crosby, 2004).

D'un point de vue spatio-temporel, cette première génération fait référence aux premières grandes tentatives de protection de la nature rencontrées dès la fin du XIX^e siècle aux Etats Unis et au sein des empires coloniaux européens, dont l'empire colonial britannique en particulier. La seconde génération de front écologique est qualifiée de 'géopolitique'. Elle

concerne une vague de création d'espaces naturels protégés associés à un processus de sécurisation du territoire national [frontalier]. La troisième génération est qualifiée de 'globale'. Elle englobe l'ensemble des initiatives mondialisées de [re]conquête territoriale initiées au nom de la défense de l'environnement et de la biodiversité.

L'Argentine et le Chili ne sont pas concernés par la génération impériale car ces deux pays ont été décolonisés bien avant les premières créations d'espaces naturels protégés et n'appartiennent pas comme l'Afrique du Sud à l'Empire Britannique, fer de lance idéologique de cette génération. Néanmoins, dès le début du XX^e siècle, la colonisation interne des territoires nationaux de ces deux pays est marquée par la progression du front écologique, ce qui implique des ressemblances durant cette période entre les générations impériale et géopolitique, en particulier sur le caractère conquérant de la conservation de la nature.

II- La génération impériale en Afrique du Sud (1895-1910)

L'Afrique du Sud est un pays clef au sein de la génération impériale de fronts écologiques. Le

Front écologique impérial 1895-1910

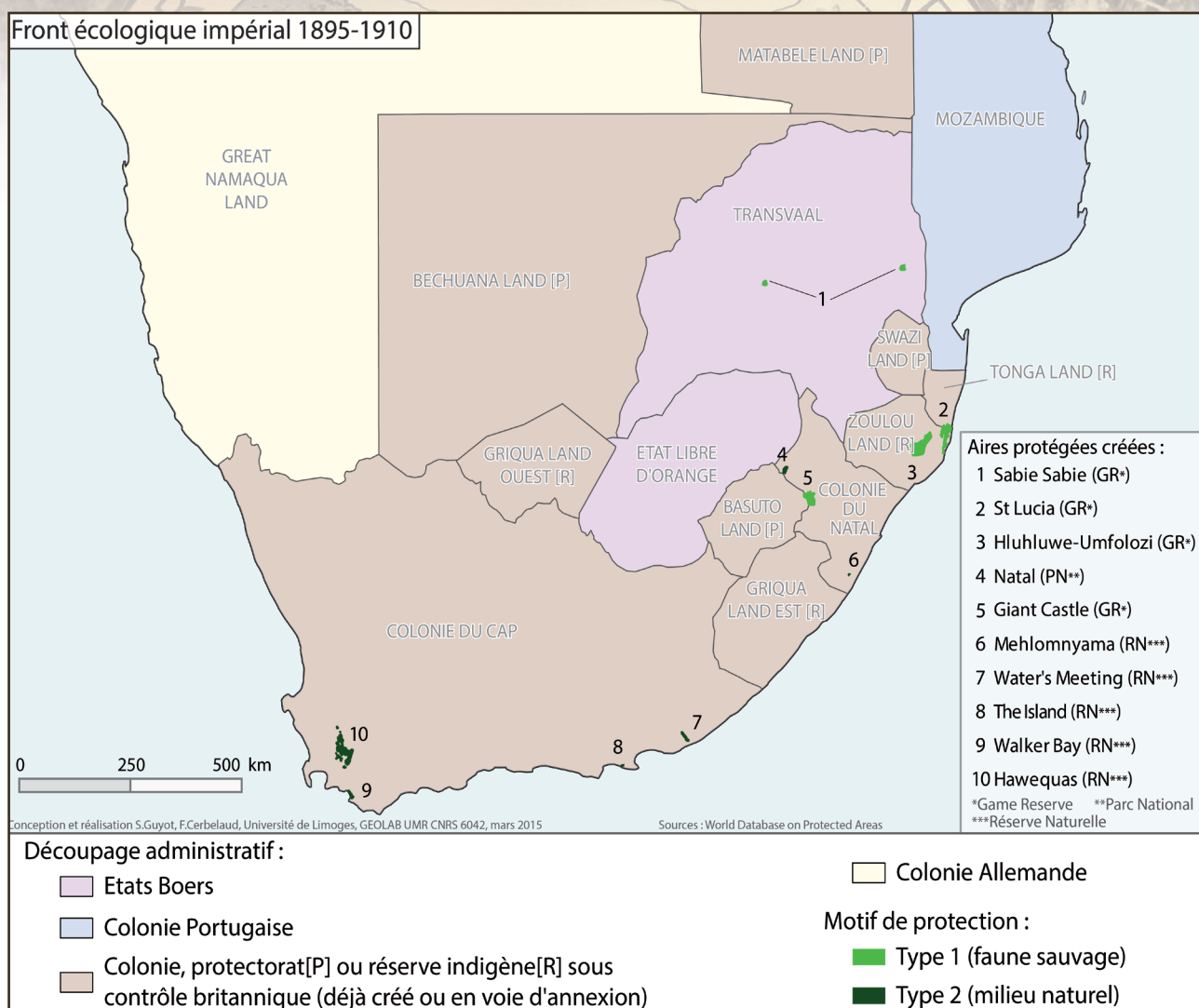


figure 2 : Le front écologique impérial en Afrique du Sud (source : Guyot, 2015).

contexte politique d'émergence de la génération impériale du front écologique en Afrique du Sud se déroule sous fond de lutte territoriale entre les Britanniques et les Boers.

Les Britanniques, au sein des colonies du Cap et du Natal, créent des aires protégées en phase avec la protection d'une nature sauvage (*wilderness*) dont sont *a priori* exclues les populations africaines (natives) (figure 2) :

- une *wilderness* incarnée par la grande faune sauvage (*wildlife* : *big five*¹) et protégée par le biais de réserves animalières (*game reserves*), à l'image du reste de l'Afrique coloniale britannique,
- un autre type de *wilderness* incarné par la présence de grands paysages littoraux ou de montagnes grandioses et fragiles, protégé par le biais de réserves naturelles et de parcs nationaux, à l'image de l'Amérique du Nord et de l'Australie.

L'Afrique du Sud est une colonie importante de peuplement européen, localisée dans la partie australe de l'Afrique et caractérisée à la fois par des milieux bioclimatiques typiques de l'Afrique coloniale (savanes, semi-déserts) et d'autres beaucoup plus

1. Le lion, le léopard, l'éléphant d'Afrique, le rhinocéros noir et le buffle d'Afrique.

atypiques (méditerranéen, montagnard etc.). Cette protection de la nature est donc à la fois représentative de la volonté de l'Empire colonial britannique de conserver la grande faune caractéristique de la sauvagerie du continent africain et de protéger des grands espaces de nature « vierge », à la manière des Etats-Unis. Ainsi, les premiers espaces naturels protégés créés dans les deux colonies britanniques du Cap et du Natal se partagent en effet entre ces deux logiques (figure 2). Elles impliquent des pratiques différentes, chasse sportive régulée puis safaris dans le premier cas et activités de plein air (*outdoors*) dans le second. Carruthers (2013) montre - à travers l'exemple du Natal National Park créé en 1906 - que cette seconde logique de protection de la nature a été très peu valorisée et aussi très peu étudiée en Afrique du Sud. En effet, la conservation de la faune sauvage semble dominer à la fois les débats de l'époque et l'historiographie comme quintessence de la représentation impériale de la nature africaine.

Se restreindre aux dynamiques de protection de la nature pratiquées dans les colonies britanniques du Cap et du Natal serait lacunaire. Car si ces dernières sont en effet archétypiques du front écologique impérial, elles ne sont pas hégémoniques au sein du territoire sud-africain de la fin du XIX^e siècle. En

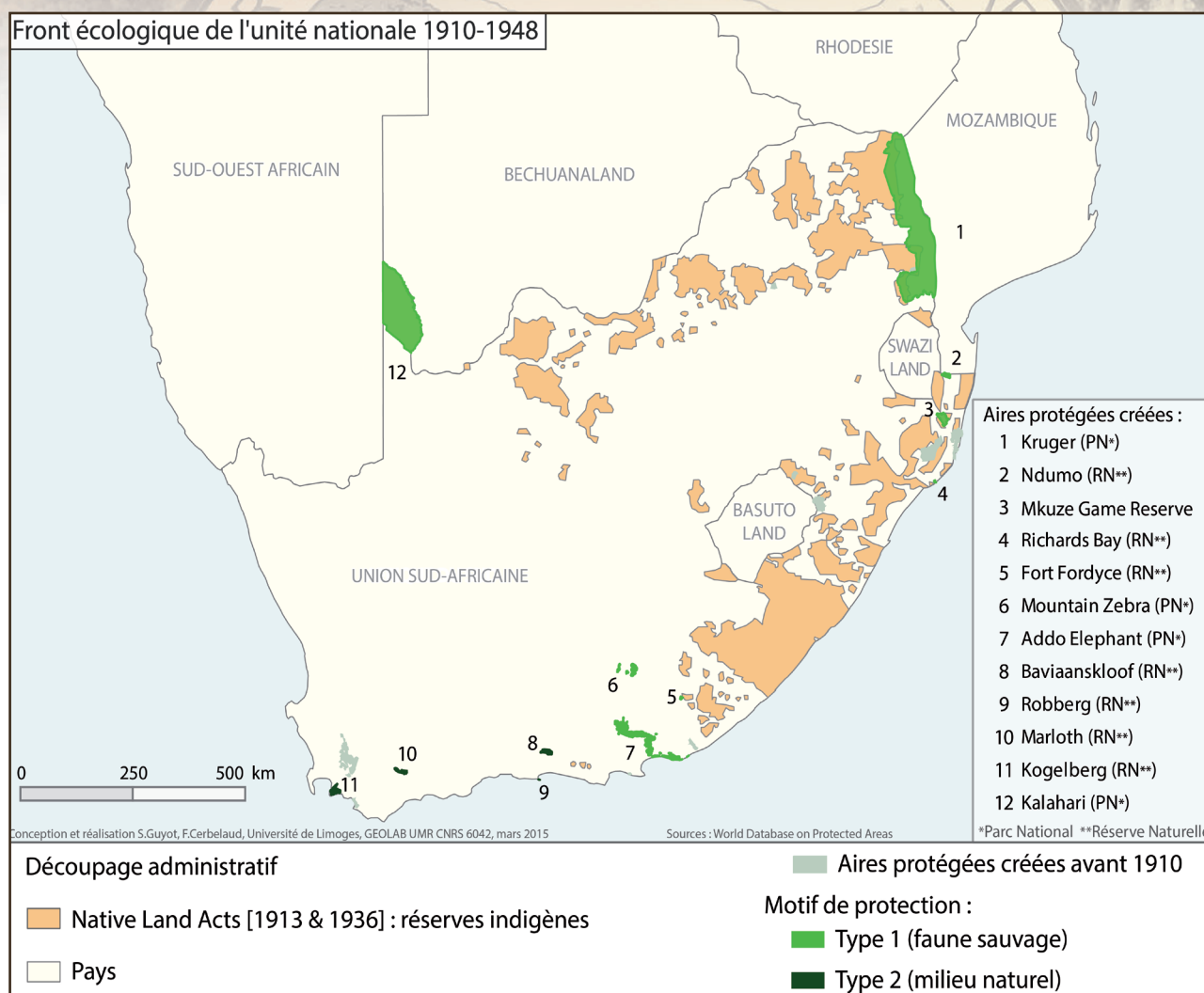


figure 3 : Front écologique de l'unité nationale (source : Guyot, 2015).

effet, la République d'Afrique du Sud, dirigée par les Boers, et en particulier à cette époque par le président Kruger, va aussi créer un certain nombre de réserves animalières (*game reserves*) sur son territoire, en mobilisant la valeur de souveraineté nationale, anticipant ainsi sur la génération géopolitique.

Alors, à quand dater alors la fin de la génération impériale et le début de la génération géopolitique en Afrique du Sud ? En 1910, lors de la création de l'Union Sud-Africaine, dominion britannique, à la suite des victoires britanniques lors des deux guerres Anglo-boers ? En 1926, lors de la création du Parc national Kruger ? Ou en 1948 lors de l'avènement du régime d'apartheid qui voit triompher la « conservation-forteresse » (*fortress conservation*) ? J'ai opté pour 1910, car l'ensemble des colonies britanniques, des républiques boers et des réserves indigènes sont incluses à l'intérieur d'un même Etat indépendant au sein du Commonwealth britannique, l'Union Sud-Africaine, et tentent de se définir comme une nation blanche au sud de l'Afrique. Cela ne signifie pas pour autant la fin des objectifs et des méthodes de la génération impériale, en particulier en matière de conservation de la faune sauvage.

III- La génération géopolitique en Afrique du Sud, en Argentine et au Chili : nature, nationalisme et régimes autoritaires

A- La génération géopolitique en Afrique du Sud (1910-1994)

La génération géopolitique en Afrique du Sud peut être séparée en trois sous-périodes distinctes. Chacune d'entre elle correspond à un moment bien particulier dans la construction du nationalisme écologique blanc sud-africain, unifié puis à nouveau séparé en fonction des provinces et des bantoustans nouvellement créés.

Parcs nationaux et unité nationale (1910-1947)

La génération géopolitique du front écologique sud-africain débute avec la création de la réserve animalière Mkuze en 1912. La protection et la valorisation touristique de la faune sauvage reste la priorité à la fois des naturalistes et des hommes politiques sud-africains durant la période de l'entre-deux guerres. L'ouverture de deux fronts écologiques majeurs, le parc national Kruger en 1926 ainsi que d'autres aires protégées frontalières (Ndumo en 1924, Kalahari en 1931) et les parcs désignés par des noms

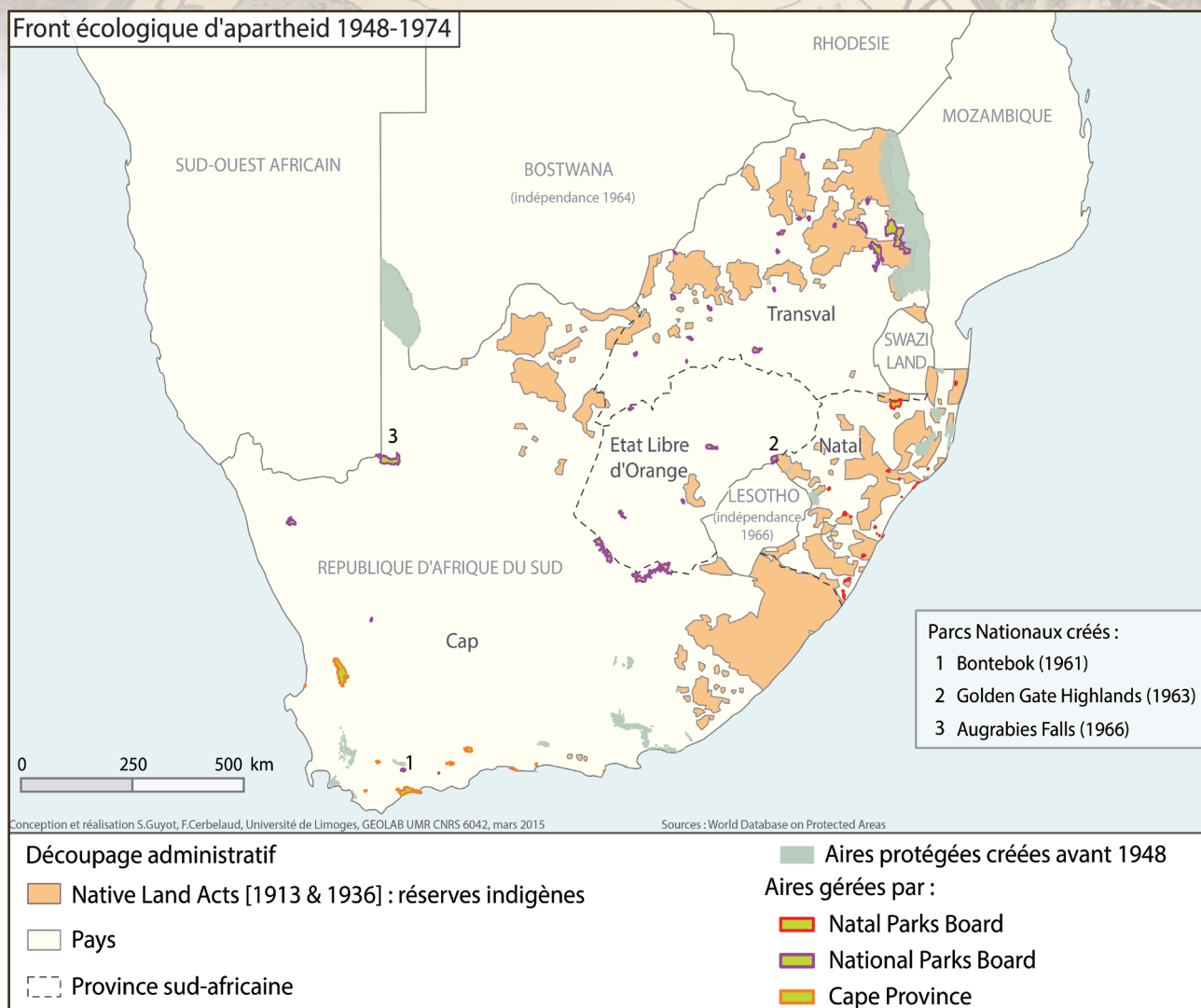


figure 4 : Front écologique d'apartheid (source : Guyot, 2015).

d'animaux dans les années 1930 (Addo Elephant en 1931, Kalahari Gemsbok en 1931 et Mountain Zebra en 1937), apparaissent comme très représentatifs de cette priorité donnée à la faune et à l'importance des objectifs géopolitiques de contrôle frontalier (**figure 3**).

La création du parc national Kruger en 1926 est probablement la première décision majeure justifiant le tournant éminemment politique de la nature en Afrique du Sud avant l'apartheid. Carruthers (2013) montre très bien comment le choix du nom de Kruger s'est fait à la fois au nom d'une unité nationale blanche (anglophones et afrikaners) cimentée autour de la protection de l'animal sauvage, pour valoriser/légitimer une élite politique boer en pleine expansion, et pour rallier à la cause conservationniste le peuple Afrikaner considéré généralement comme plutôt prédateur de la nature.

Entre 1910 et 1948, il est intéressant de noter la montée en puissance - logique au regard de l'histoire - de la rivalité entre Afrikaners et Anglophones au sujet de la création des espaces naturels protégés, en dépit des alliances constatées. Cette rivalité s'incarne en particulier par la coexistence de deux modes principaux de gestion, un mode basé sur le contrôle biologique et territorial des peuplements d'espèces,

plutôt incarné par les gestionnaires afrikaners, et un mode basé sur le laisser-faire « naturel », plutôt incarné par les gestionnaires anglophones, à la manière de la gestion pratiquée dans les réserves d'Afrique Orientale (Carruthers, 2008). Cette rivalité va culminer avec l'arrivée au pouvoir du parti national afrikaner en 1948 qui va mettre en place le système d'apartheid. Il n'est pas anodin de constater que c'est au cœur de ces années de changements politiques en Afrique du Sud que va être créée l'autorité de conservation de la nature de la Province du Natal en 1947 le « Natal Parks, Game and Fish Preservation Board ». Cette institution va reprendre la gestion de l'intégralité des espaces naturels protégés du Natal, ce qui est encore le cas aujourd'hui. C'est donc la revanche du front écologique impérial. En effet, la province du Natal étant contrôlée par les Anglophones, c'est un territoire qui est souvent perçu en Afrique du Sud dans la continuité de la colonie britannique du Natal. L'autorité de gestion des espaces naturels protégés du Natal est d'ailleurs très symbolique de cet héritage colonial impérial. Pour « couronner » le tout, une visite de la famille royale britannique la même année (1947) dans le Natal National Park va provoquer un changement de nom du parc en Royal Natal (Carruthers, 2013, p. 482).

Un front écologique d'apartheid centré sur les ex-républiques boers 1948-1974

La période du régime nationaliste, entre 1948 et 1974, implique une infusion des lois d'apartheid et en particulier de son architecture territoriale et raciale dans l'ensemble du secteur de la protection de la nature. Les gouvernements nationalistes vont faire progresser le front écologique au sein de l'Afrikanerland (provinces du Transvaal et du Free State) et vont récupérer l'autorité nationale de conservation à son profit (South African National Parks Board) (Carruthers, 2008, p. 214).

La « nationalisation » de la nature durant le régime d'apartheid au profit de la classe politique dominante passe par une création importante d'espaces naturels protégés dans des zones échappant aux deux types de *wilderness* définis *infra* (faune sauvage et grands paysages), par exemple des lacs artificiels (Doorn-draai Dam NR en 1973) ou des zones emblématiques du veld (Schoonspruit NR 1955), qui vont être mis au service des activités de tourisme et de loisirs des Afrikaners (**figure 4**).

Les deux provinces de l'Orange Free State et du Transvaal, anciennes républiques boers, ne disposent pas d'autorité de conservation de la nature au niveau provincial *per se*. C'est directement par le niveau national (National Parks Board) que sont gérées les réserves naturelles localisées dans ces deux provinces. Ceci est bien la preuve d'une volonté pour le nouvel Etat d'apartheid d'initier un front écologique dans ces anciennes républiques boers, et ce directement sous le contrôle de l'Etat nationaliste. Quelques parcs nationaux emblématiques seront tout de même créés appartenant aux deux catégories décrites précédemment. Les deux anciennes colonies du Natal et du Cap vont conserver la main mise sur leur outil de conservation, devenu provincial.

L'instrumentalisation de la nature se fait alors au service du nationalisme « culturel » Afrikaner, et de manière plus large au nationalisme « racial » blanc avec mise en place des déguerpissements autoritaires (*forced removals*) consignés dans le Surplus People Project et légitimés par question de l'extension des espaces naturels protégés. Le front écologique d'apartheid est bien un des outils de relocalisation des populations africaines dans les bantoustans, comme le montre Ramutsindela (2007) pour le cas de la consolidation des limites du parc national du Kruger.

Le front écologique fragmenté du grand apartheid 1975-1994

La protection de la nature dans l'Afrique du Sud du grand apartheid est associée à l'apparition d'une société civile blanche écologiquement militante et à la création d'espaces naturels protégés au sein des bantoustans (**figure 5**).

Cette société civile « verte et blanche » (*green and white*) montante est constituée par des associations sachant mobiliser les discours et les actions écologistes au service de leur qualité de vie et de la pérennisation des ségrégations raciales et spatiales. Par exemple,

la plus ancienne ONG environnementale d'Afrique du Sud, WESSA (*Wildlife and Environmental Society of South Africa*), est créée en 1926 et a accompagné la création de la plupart des parcs nationaux du pays, se faisant l'apôtre – du moins au départ – d'une vision très sanctuarisée de la protection de la nature (Leonard, 2013). Les membres de cette ONG, majoritairement des blancs anglophones, ont aussi tenté d'équilibrer la vision parfois trop politique de la conservation appliquée par la hiérarchie très afrikaner des National Parks Board dans les années 1960 et 1970. La plus grande majorité de ces individus a tout même permis à l'Etat d'apartheid de légitimer une partie de sa politique environnementale par le biais des réseaux d'ONG (comme le WWF-Afrique du Sud), lui apportant ainsi une forme de reconnaissance inespérée dans ces temps de boycott international. Il faut attendre les années 1980 pour voir une fraction minoritaire de cette société civile tournée vers la justice environnementale faire sécession et militer ouvertement pour la fin de l'apartheid.

A partir de 1975, les bantoustans (« autonomes » et « indépendants ») du grand apartheid vont pouvoir eux-mêmes créer leurs espaces naturels protégés au sein de leur territoire, comme c'est le cas au Transkei, au KwaZulu, au Lebowa ou au Bophuthatswana.

Cette internalisation à l'échelle de ces états de pacotille des valeurs de protection de la nature est tout à fait remarquable. Ainsi, environ une trentaine d'aires protégées sont créées entre 1975 et 1994 dans tous les bantoustans sans exception. Certaines réserves naturelles sont directement promulguées dans le cadre juridique d'un bantoustan en particulier, par exemple au KwaZulu sur la base du « KwaZulu Nature Conservation Act » de 1975, alors que d'autres réserves naturelles sont juridiquement rattachées à des textes de lois concernant l'ensemble des territoires « noirs », comme par exemple la référence au « Nature Conservation Act in Black Areas Proclamation » de 1978.

Pendant la période de transition entre 1990 et 1994, malgré l'abolition d'une partie des lois d'apartheid, il faut noter que le cadre législatif des bantoustans demeure, et que la presque totalité des aires protégées créées ces années-là, le sont au sein de ces territoires du grand apartheid. Cette accélération du front écologique du grand apartheid résonne comme l'ultime intervention d'un régime discrédité, lié à la presque impossibilité pour le gouvernement de transition d'intervenir directement dans un domaine aussi sensible que celui des questions territoriales et foncières et préférant laisser les administrations des bantoustans achever un travail de conservation de la nature, largement piloté par des experts blancs. La politique de conservation des bantoustans s'inscrit totalement dans la continuité de la politique menée à Pretoria par le gouvernement nationaliste, l'appropriation de la nature dans les Bantoustans se faisant, dans le meilleur des cas, au service d'une pseudo-élite politique noire et d'entrepreneurs blancs, mais surtout au service du développement séparé et de ses contradictions.



photo 1 : Réserve naturelle de Robberg (Province du Cap). Réserve naturelle créée en 1945 dans le double objectif de protéger un paysage littoral exceptionnel et une colonie de phoques (cliché : S. Guyot, 2014).



Front écologique du grand apartheid 1975-1994

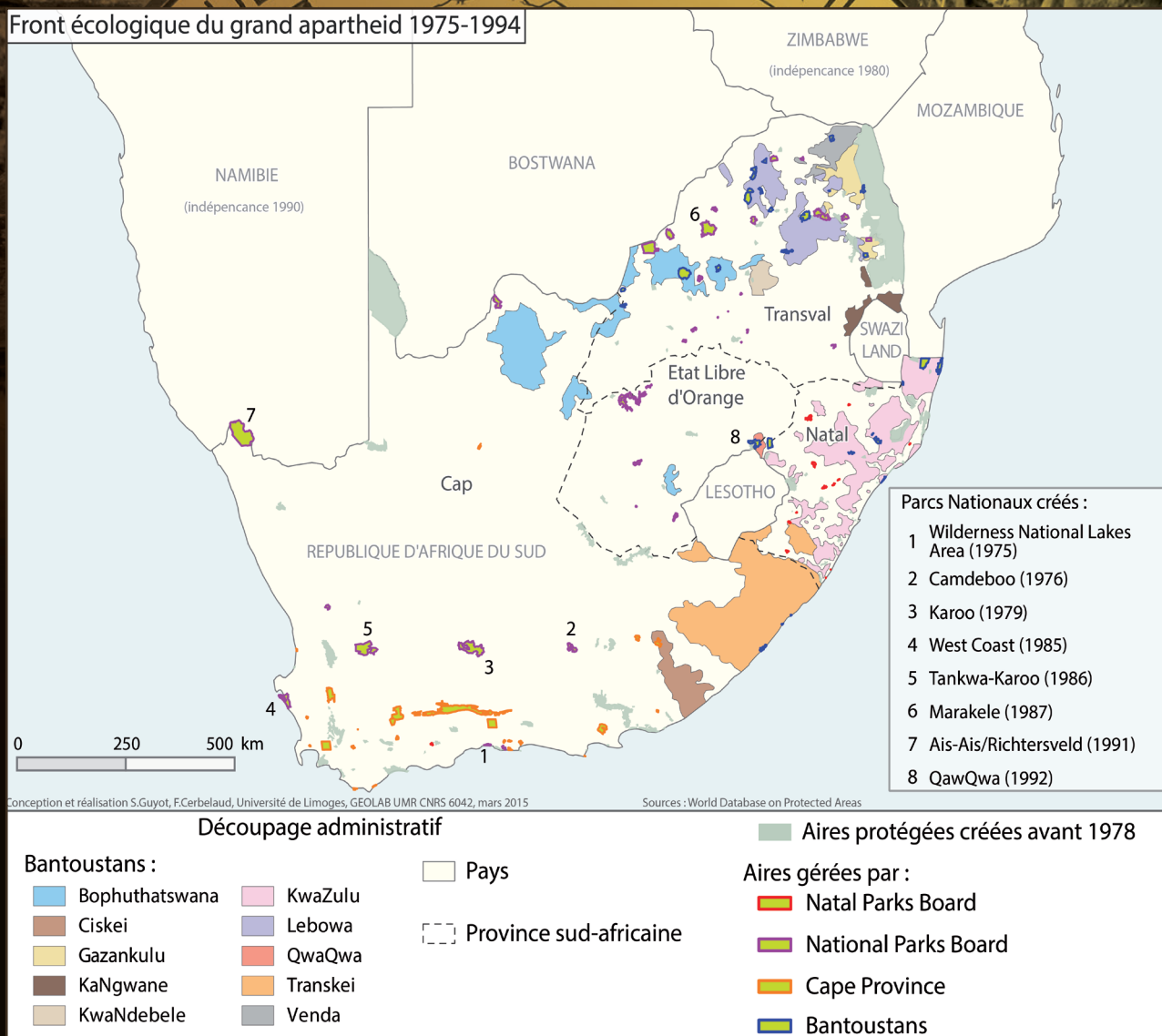


figure 5 : Front écologique du grand apartheid (source : Guyot, 2015).





photo 3 : La réserve naturelle de Silaka. La réserve naturelle de Silaka a été créée en 1984 par les autorités du bantousthan du Transkei comme destination touristique à proximité de Port St Johns ancienne enclave blanche jusqu'en 1976 (cliché : J. Dellier, 2008).

Malgré un contexte socio-politique très différent, le front écologique géopolitique en Argentine et au Chili sera aussi très instrumental des politiques territoriales menées au XX^e siècle.

B- La génération géopolitique en Argentine

D'après Oyola-Yemaiel (1999), la conquête des grands espaces argentins est comparable à celle des Etats-Unis d'Amérique, dans la mise en tension entre exploitation des ressources naturelles, domination voire extermination des populations autochtones et émergence d'un mouvement de protection de la nature en phase avec le développement d'un tourisme essentiellement montagnard. La Campagne du Désert (1879-1881) est caractéristique de la conquête de cette frontière australe argentine, au sein des espaces du sud de la Pampa et de Patagonie. Les deux fronts principaux de cette conquête « interne » du sud argentin sont ainsi la spoliation foncière des groupes autochtones, en particulier Mapuche, et la consolidation et le contrôle du territoire national face aux prétentions chiliennes sur la Patagonie.

La question du remplacement de la frontière classique turnérienne par le front écologique est posée dès la fin du XIX^e siècle en la personne de Francisco Moreno et elle est liée à la question de la consolidation des frontières entre l'Argentine et le Chili. Explorateur et naturaliste, Moreno a commencé

dès 1873 une série de voyages dans le grand sud argentin pour y recenser et cartographier les richesses naturelles et archéologiques. Compte tenu de sa grande connaissance des lieux, il sera investi, au tout début du XX^e siècle, par le gouvernement argentin d'une mission de démarcation frontalière pour informer les différends territoriaux entre l'Argentine et le Chili, finalement réglés par un arbitrage de la couronne britannique en 1902. C'est Moreno qui va créer par la suite, en 1923, le premier parc national argentin « parc national du sud » (*Parque Nacional del Sur*) sur une île du lac Nahuel Huapi sur des terres que le gouvernement lui avait cédé en remerciement de ses bons et loyaux services (Oyola-Yemaiel, 1999, p. 45). Pionnier de la protection de la nature en Argentine, le personnage de Moreno est aussi très symbolique de l'initiation de cette génération d'un front écologique géopolitique. Naturaliste, explorateur mais aussi géographe politique en tant que découpeur de territoires, Moreno est le premier en Argentine à faire le lien entre la protection de la nature, frontières et consolidation de la souveraineté nationale. Néanmoins, l'infusion des valeurs environnementales dans la société, la sphère politique et le territoire argentins ne sera ni une chose facile ni un processus linéaire compte-tenu des instabilités politiques entre gouvernements civils et militaires et des rivalités entre centralisateurs et fédéralistes.

◀ photo 2 : La réserve naturelle d'Auckland (Province du Cap). La réserve naturelle d'Auckland (forêt d'escarpement au second plan) a été créée en 1983 par le régime d'apartheid comme zone tampon au niveau de la « frontière » entre la province blanche du Cap (plateau d'altitude et sommets au dernier plan) et le bantousthan africain du Ciskei (village rural d'Auckland au premier plan, cliché : S. Guyot, 2008).



photo 4 : Le parc national Nahuel Huapi (Argentine). Logo du parc national Nahuel Huapi créé en 1934 dans les Andes de Patagonie (Argentine) et géré depuis 1935 par l'administration des parcs nationaux argentins. Ce parc est un symbole de la protection des espaces montagnards au niveau national. Il est frontalier avec le Chili (cliché : S. Guyot, 2009).

La génération géopolitique en Argentine peut être séparée en trois sous-périodes distinctes.

Parcs nationaux pionniers et consolidation identitaire du territoire national 1923-1955 : la région pionnière de Bariloche

L'année 1934 correspond à la création des deux premiers parcs nationaux argentins, très emblématiques, celui de Nahuel Huapi au cœur des Andes Patagoniennes et celui d'Iguazú au niveau des chutes d'eau argentine-brésiliennes, suivi l'année d'après, en 1935, de la naissance de l'organisme public autonome national de protection de la nature, le « service des parcs nationaux » (*Servicio de Parques Nacionales*). Cet organisme a pour objectif de protéger une wilderness basée sur le milieu naturel, et de réguler – tout en les encourageant- les pratiques touristiques et récréatives (Scarzanella, 2002) dans un contexte de développement de l'économie nationale face à la grande dépression de 1929 (Valko, 2009, p. 79).

Le front écologique initié par l'Etat argentin entre 1934 et 1955 (**figure 6**) va conduire à la création de parcs nationaux qui seront aussi tous reliés à une « tête de pont » spécifique, officiellement dédiée à la fonction touristique et permettant de matérialiser la

présence du contrôle étatique de deux manières : au sein de territoires provinciaux non encore autonomes (front écologique géopolitique interne) et localisés à proximité de frontières internationales conflictuelles (front écologique géopolitique externe).

Le contrôle géopolitique interne est marqué par la localisation de ces parcs nationaux dans des provinces argentines non-encore autonomes et dépendantes directement de l'Etat central, appelées les *gubernaciones* : (dates d'autonomie entre parenthèses) Misiones (1953), Neuquén (1955), Rio Negro (1955), Chubut (1955), Santa Cruz (1956), et Formosa (1955). Au sein de ces territoires, l'organisme de protection de la nature devra faire face à de nombreux conflits, venant des populations autochtones (Mapuche, Guaraní) lésées par le passé, et des grands propriétaires terriens favorables à l'autonomie provinciale. A partir de ces années-là, certaines provinces pourront créer leurs propres espaces naturels protégés de statut provincial.

Le contrôle externe est matérialisé par la localisation frontalière avec le Chili, avec le Brésil, et avec le Paraguay de l'ensemble des premiers espaces naturels protégés créés entre 1934 et 1951 (Lanin, Los Alerces, Perito Moreno etc.).



Consolidation identitaire du territoire national 1923-1955



Conception et réalisation S.Guyot, F.Cerbelaud, Université de Limoges, GEOLAB UMR CNRS 6042, mars 2015

Sources : World Database on Protected Areas

figure 6 : Front écologique de consolidation identitaire du territoire national (source : Guyot, 2015).

Instabilité politique et affaiblissement du front écologique 1956-1975

Cette seconde sous-période est moins dynamique du point de vue de la production de fronts écologiques. C'est une période très instable du point de vue de l'Etat argentin qui va voir se succéder des coups d'Etat militaires à de très courtes périodes de

gouvernements civils démocratiques, ceci induisant un très fort renouvellement des élites administratives, en particulier au sein des parcs nationaux (Oyola-Yemael, 1999, p. 97). De plus, les provinces autonomes vont commencer à prendre en charge la protection de la nature sur leurs territoires et parfois de manière concurrente avec les stratégies de l'organisme fédéral (figure 7).

Affaiblissement du front écologique 1956-1975



Conception et réalisation S.Guyot, F.Cerbelaud, Université de Limoges, GEOLAB UMR CNRS 6042, mars 2015

Sources : World Database on Protected Areas

figure 7 : Affaiblissement du front écologique (source : Guyot, 2015).

La loi sur les parcs nationaux va changer en 1970, en promettant une autonomie renforcée des *Servicios de Parques Nacionales*, qui ne sera que de façade, car l'Etat va reprendre la main sur la hiérarchie administrative. Moins de parcs nationaux vont être créés, et ceux qui le sont vont suivre en partie les mêmes logiques géopolitiques de souveraineté nationale que durant la sous-période précédente, à l'exception

de quelques espaces naturels protégés couvrant de nouveaux écosystèmes (Lihuel Calel NP par exemple). La matérialisation de l'autorité de l'Etat à proximité de frontières internationales conditionne la création du parc national de Terre de Feu en 1960, au niveau d'une frontière conflictuelle avec le Chili et localisé dans la dernière province encore non autonome, dernière frontière du pays. De même, la création du

parc national du Lago Puelo en 1971, localisé dans la province du Chubut, est liée à sa position frontalière avec le Chili et la création du parc national de Baritú en 1974, localisé dans la Province de Salta, est liée à sa position frontalière avec la Bolivie, et son accès ne peut se faire que par la Bolivie (**figure 7**). Les trois années du retour au pouvoir du Général Perón, puis de son épouse (1973-1976), vont marquer une accélération du nombre d'espaces naturels protégés, manière de montrer que l'Etat central essaye de reprendre le contrôle sur son territoire national.

Sécurisation du front écologique 1976-1983

Il convenait d'isoler cette dernière sous-période en raison de la prise du pouvoir par un régime militaire encore plus dictatorial que tous les précédents et qui va avoir un impact important sur le territoire argentin, que ce soit d'un point de vue (géo) politique ou humain. Du point de vue de la protection de la nature, la dictature militaire va changer, en 1980, le nom des *Servicios de Parques Nacionales* en *Administración de Parques Nacionales* (APN), ce qui montre le glissement sémantique de la notion de service public à celle d'administration plus autoritaire. L'espace naturel protégé est instrumentalisé pendant la dictature militaire argentine comme une composante territoriale de la sécurité aux frontières (Oyola-Yemaiel, 1999, pp. 113-114).

Cette sécurisation du front écologique se discerne très bien à travers la création d'espaces naturels protégés entre 1976 et 1983, nationaux (monument national Laguna de los Pozuelos dans la province de Jujuy à la frontière avec la Bolivie) ou provinciaux (parc provincial Aconcagua, sommet le plus haut d'Amérique et frontalier avec le Chili). La création par la province de Salta de la réserve provinciale Los Andes en 1980 et par l'Etat argentin de la réserve Olaroz-Caucharí à la frontière avec le Chili sont emblématiques de cette sécurisation nationale dans un contexte de fortes tensions diplomatiques et frontalières avec le Chili et la Bolivie (**figure 8**). Cette sécurisation géopolitique du nord-ouest de l'Argentine rappelle directement l'éphémère *gobernación* de Los Andes qui servait de zone tampon dans les années 1900 entre l'Argentine, le Chili et la Bolivie. Le Territoire national des Andes, constitué en 1899, correspondait ainsi au secteur de la Puna d'Atacama cédé à l'Argentine, et s'étendait sur une partie des actuelles provinces de Jujuy, Salta et Catamarca.

La création du corps national de rangers va matérialiser au cœur des parcs nationaux la volonté de sécurisation voulue par la dictature militaire (Oyola-Yemaiel, 1999, p. 118). En Argentine, le front écologique géopolitique répond avant tout à un besoin de renforcer le contrôle territorial de l'Etat (dominé par sa capitale, Buenos Aires) – puis de ses provinces, à une autre échelle emboîtée – au niveau des marges frontalières du pays, en particulier en Patagonie australe. Un processus d'identification s'est ainsi enclenché entre la capitale et sa bourgeoisie et plusieurs espaces de nature qui deviennent ainsi emblématiques du pays tout entier (chutes d'Iguazu, lac Nahuel Huapi, glaciers patagons etc.). Néanmoins,

ce front écologique reste contingent des évolutions politiques internes, et en particulier des instabilités liées à la répétition des régimes militaires. La dictature militaire (1976-1983) apparaît alors comme l'épisode autoritaire argentin qui aura eu le plus d'influence sur les politiques de protection de la nature.

Au Chili, si les parcs nationaux dans les années 1920-1930 sont instrumentaux de la volonté de l'Etat national de contrôler son territoire, on ne va pas retrouver une telle volonté de la part du régime de dictature militaire de Pinochet.

C- La génération géopolitique au Chili

Le contexte d'émergence d'un front écologique géopolitique au Chili présente quelques similitudes avec l'Argentine voisine. L'Etat chilien utilise les premiers espaces naturels protégés pour fixer une frontière internationale disputée mais surtout pour asseoir une logique de contrôle de la frontière méridionale, encore mal intégrée au territoire national. Toute comme l'Argentine avec la Conquête du Désert et le contrôle de la Patagonie orientale, l'Etat chilien, unitaire et indépendant depuis 1818, a annexé les territoires de l'Araucanie au sud du fleuve Biobío, dominé par les Mapuche durant la période coloniale, afin de conforter ses positions nationales en Patagonie.

C'est dans ce contexte territorial et foncier que se met en place le front écologique chilien au début du XX^e siècle. En initiant la protection de zones forestières dans la province d'Arauco, l'Etat cherche à regagner du terrain dans cette région. Il ne met d'ailleurs pas en avant la protection de la *wilderness* et de grands paysages emblématiques mais plutôt la conservation forestière selon un mode ressourciste (Velut et al., 2009, p. 106). La génération géopolitique au Chili peut être séparée en quatre sous-périodes distinctes.

Un front écologique pionnier ressourciste de contrôle territorial centré sur l'Araucanie 1907-1925

La création d'aires protégées obéit principalement dans cette première sous-période à une logique géopolitique de création de forêts d'Etat, principalement dans les régions de colonisation du Sud, où il reste encore du foncier domanial (*tierras fiscales*) à soustraire au processus de colonisation interne (Velut et al., 2009, p. 106). En outre, l'afflux massif et continu de colons en outre Bio-Bio a impliqué la disparition de milliers d'hectares de forêts primaires brûlées pour laisser place au développement agricole. Pourtant ce n'est pas l'argument environnemental qui va présider à la création de ces réserves forestières. A propos de la réserve forestière Malleco, première réserve créée au Chili en 1907 (**figure 9**), « il s'agissait, pour l'Etat, de reprendre le contrôle d'une ressource forestière alors exploitée par de petites sociétés qui, sans faire acte d'un quelconque droit de propriété sur les terres concernées, en avaient néanmoins l'usufruit (Sepúlveda, 2011, p. 367). » La création des trois autres réserves en 1912 semble vouloir indiquer une reprise de contrôle de l'Etat sur des forêts encore non-exploitées mais potentiellement utilisables soit par les Mapuche, soit par les colons. L'autre logique de contrôle de l'Etat

Sécurisation du front écologique 1976-1983

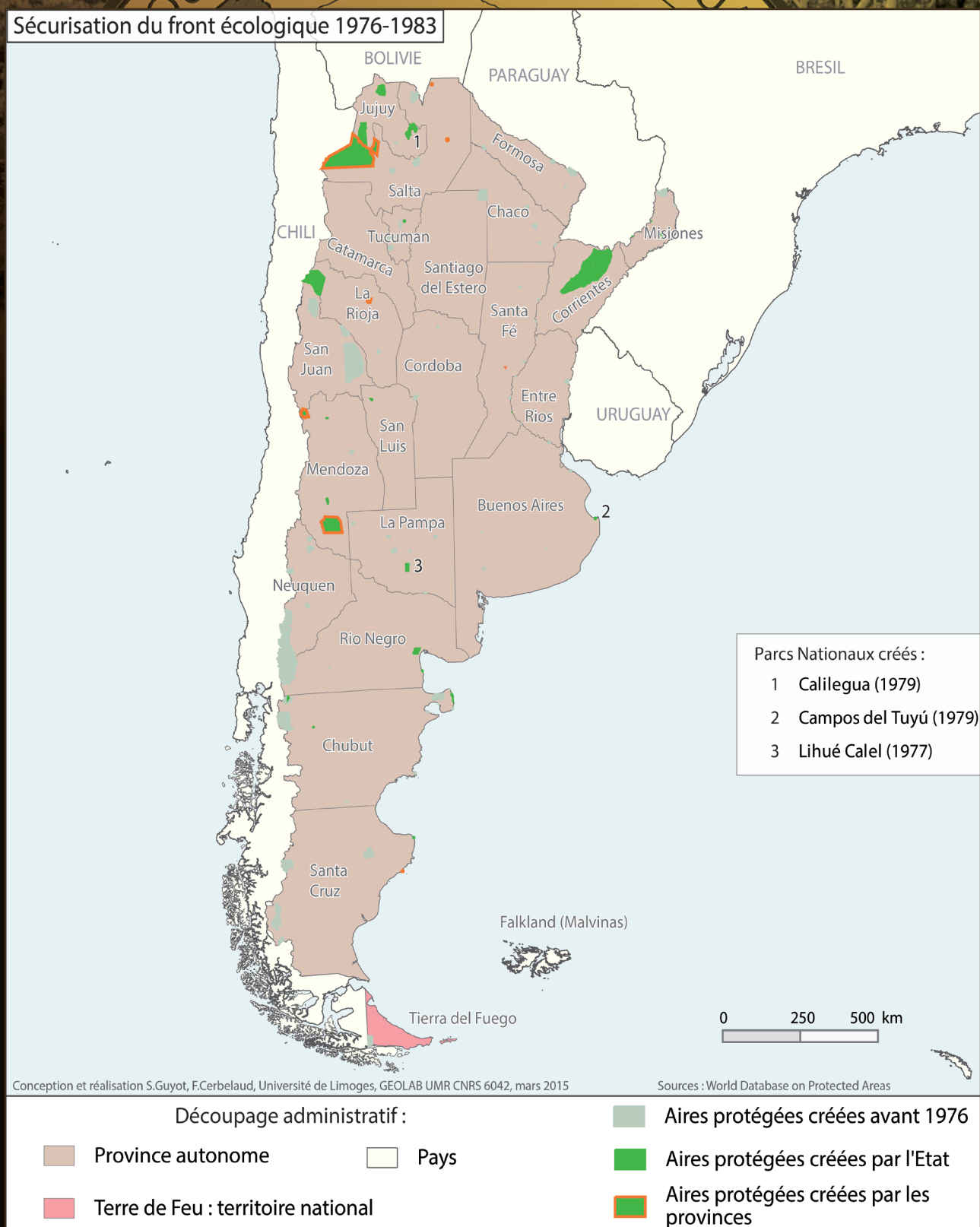


figure 8 : Sécurisation du front écologique (source : Guyot, 2015).

est externe et concerne la localisation frontalière de ces réserves dans un contexte d'insécurité frontalière. Cependant, au contraire de l'Argentine qui a créé ses premiers parcs nationaux de manière défensive au sein d'un très vaste territoire, le Chili, pays très étroit faut-il le rappeler, se contente de lui opposer un simple bornage frontalier.

Les parcs nationaux, du contrôle territorial au tourisme 1926-1942

D'un point de vue foncier, cette seconde sous-période, poursuit les mêmes objectifs géopolitiques internes de reprise de contrôle par l'Etat de la frontière. Klubock (2011, p. 125) montre d'ailleurs comment s'effectue le passage d'une conquête de

Un front écologique ressourciste 1907-1925



figure 9 : Front écologique ressourciste (source : Guyot, 2015).

la *frontera* (nom donné à la région au sud du fleuve Bio-Bio) par les grands propriétaires des haciendas, ayant pour conséquence l'inexorable destruction des forêts autochtones et la progression des surfaces agricoles, à une prise de contrôle de ce territoire par l'Etat chilien dans les années 1930 sous forme d'un front écologique caractérisé par la création de réserves forestières puis de parcs nationaux. Ce front écologique n'est d'ailleurs que peu appliqué dans

les faits car les entreprises privées ont la possibilité d'exploiter du bois au sein des réserves forestières.

C'est officiellement la Loi sur les Forêts (*Ley de Bosques*) de 1931 qui va instaurer le paradigme de conservation comme base légitime des nouvelles créations d'espaces naturels protégés (Sepúlveda, 2011). Le premier parc national « fonctionnel » à être créé est celui de Vicente Pérez Rosales en 1926 à la

Les parcs nationaux, du contrôle territorial au tourisme 1926-1942



Conception et réalisation S.Guyot, F.Cerbelaud, Université de Limoges, GEOLAB UMR CNRS 6042, mars 2015

Sources : World Database on Protected Areas

figure 10 : Front écologique, les parcs nationaux du contrôle territorial au tourisme (source : Guyot, 2015).

frontière avec l'Argentine au cœur de la région des grands lacs, puis le Parc National Tolhuaca, fondé en 1935 sur une portion de la Réserve Forestière Malleco et au sein duquel « [...] l'établissement de scieries et d'installations anthropiques fut interdite. » (Sepúlveda, 2011). Les deux autres parcs nationaux de Villarrica et de Puyehue créés en 1940 et 1941 sont aussi frontaliers avec l'Argentine et jouxtent des réductions Mapuche (**figure 10**). Le parc national de Puyehue est d'ailleurs établi sur l'initiative de colons allemands, quelques années seulement après la création du parc

national Nahuel Huapi qui le borde côté argentin. Au-delà des tentatives de marquage frontalier par les autorités nationales chiliennes et argentines, ces parcs nationaux émanent aussi de la volonté des nouveaux arrivants - allemands en particulier - de protéger des paysages de montagnes propices à l'andisme et au ski (création de la station de ski d'Antillanca dans le parc Puyehue).



photo 5 : Parc national Puyehue (Chili). Paysage du parc national Puyehue (régions des lacs, Chili). Parc créé en 1941, il est frontalier avec l'Argentine (cliché : S. Guyot, 2009).

Le front écologique de conquête de la wilderness frontiers australes 1943-1972

Le troisième temps de progression du front écologique chilien se fait sur une base d'appropriation foncière relativement aisée de la wilderness au sein des marges territoriales du pays (**figure 11**) (Pauchard & Villarroel, 2002, p. 321). Cette logique prend naissance au cœur de la seconde guerre mondiale (dans laquelle le Chili était resté neutre) et se justifie par la stabilisation de la démocratie chilienne après les phases d'instabilité politique des années 1930 - marquées par un changement éphémère de l'organisation territoriale du pays entre 1927 et 1930- avec l'arrivée au pouvoir du radical Aguirre Cerda. En outre, en 1940, le Chili est signataire de la « Convención para la protección de la flora y fauna y las bellezas escénicas de América », appelée aussi « convention de Washington », qui est le premier texte international ratifié par le Chili montrant son intérêt pour la protection de la wilderness. Par conséquent, les espaces naturels protégés créés à partir des années 1940 vont se faire au service de ce projet de stabilisation territoriale des marges australes qui comprennent de nombreuses terres vierges (rochers, glaces, forêts autochtones). Le parc national du Cap Horn (actuelle région XII), créé en 1945, est aussi emblématique de la volonté de l'Etat chilien de s'approprier l'île la plus au sud du continent américain

et la plus proche du continent Antarctique. Ce parc s'insère d'ailleurs localement dans une géopolitique frontalière complexe avec son voisin argentin, mais témoigne aussi de la volonté du Chili d'exister sur la carte du monde. Le parc national de la Laguna San Rafael en Patagonie (actuelle région XI) et le parc national Torres del Paine sont créés en 1959 (actuelle région XII) et deviennent ainsi des hauts-lieux touristiques (**figure 11**).

Les objectifs des deux sous-périodes précédentes ne sont toutefois pas oubliés comme le montre la création de la réserve nationale de Conguillío en 1950 (devenue parc national en 1970) à proximité de Villarica (actuelle région IX). La portée géopolitique de marquage frontalière par rapport au voisin argentin reste d'actualité. Les espaces naturels protégés sont gérés par le ministère de l'agriculture et, en particulier, par le SAG (Servicio Agrícola y Ganadero), qui est réputé pour avoir développé des frontières sanitaires au Chili (Hevilla & Molina, 2010) pour éviter l'importation d'agents pathogènes venus des pays voisins pouvant menacer les exportations agricoles chiliennes. Le SAG contrôle donc de plusieurs manières les frontières internationales, même si les parcs nationaux semblent moins militarisés, à cette période, que dans l'Argentine voisine. Afin de conserver les écosystèmes semi-désertiques andins du

La conquête de la "wilderness frontier" australe 1943-1972



figure 11 : Le front écologique de la conquête de la wilderness de la frontière australe (source : Guyot, 2015).

nord et les grands espaces montagneux sauvages du sud, la localisation frontalière reste ainsi une « valeur sûre » pour créer de nouveaux parcs : dans le nord du pays, parc national Volcán Isluga en 1967, et parc National Lauca à la frontière avec la Bolivie en 1970 ; dans le sud, parc national Alberto de Agostini en 1965 et Bernardo O'Higgins en 1969 à la frontière avec l'Argentine.

C'est à la fin de cette sous-période que va s'organiser le mouvement environnemental chilien (Pulgar

& Zaccai, 2013) avec, par exemple, la création de la CODEFF (Comité Pro Defensa de la Fauna y Flora) en 1968 en résonance avec les mouvements conservationnistes nord-américains, issus d'un Chili plutôt conservateur (Caruthers, 2001, p. 348 ; 352).

A l'exception de quelques individualités scientifiques, c'est la première fois que des ONG environnementales s'organisent au Chili pour peser sur la protection des espèces animales et végétales menacées (Hopkins, 1995, p. 17). Cette dynamique par le bas

n'est bien sûr pas étrangère au contexte politique chilien pour le moins effervescent. En effet, le début des années 1970 voit l'arrivée au pouvoir de l'Unité Populaire (coalition de partis de gauche) dirigée par Salvador Allende. Ce dernier va établir la CONAF (*Corporación Nacional Forestal*) comme autorité de gestion dédiée aux espaces naturels protégés chiliens forestiers en particulier. Créée en 1970, elle est ratifiée par décret en avril 1973 quelques mois avant le coup d'Etat. Il faudra alors attendre onze ans pour que la CONAF puisse disposer d'une loi-cadre sur la protection de la nature.

L'établissement de la CONAF est censé faciliter la gestion des espaces naturels protégés en relation avec les usagers et les populations riveraines. En tant que « corporation forestière », le choix de la CONAF indique que ce sont toujours les espaces forestiers qui restent prioritaires dans les politiques de gestion de la nature. Ces espaces forestiers sont aussi des espaces peuplés qui concentrent des priorités sociales et économiques importantes à prendre en considération pour Allende, à la différence des espaces naturels très faiblement peuplés du nord et du sud chilien. Le coup d'Etat militaire de 1973 du général Pinochet va stopper net toutes les tentatives de participation et de coopération lancées, entre autres, autour de la gestion forestière. Ce changement de régime va aussi conduire à un affaiblissement important de l'effervescence de la politique au Chili (Carruthers, 2001, p. 344).

La société civile chilienne va devoir se réorganiser face à la confiscation du pouvoir par Pinochet. Néanmoins ce n'est pas la sphère environnementale qui constituera la priorité d'un vaste mouvement clandestin plutôt préoccupé de liberté d'expression et de droits sociaux face à un néolibéralisme ravageur.

Les paradoxes du front écologique pendant la dictature militaire de Pinochet 1973-1988

Cette dernière sous-période au sein de la génération géopolitique du front écologique chilien est paradoxale à plus d'un titre. Elle commence par une période d'une certaine atonie en termes de créations d'espaces naturels protégés. En effet, aucun nouveau parc national n'est créé entre 1973 et 1982. Cette atonie s'explique par l'imposition sur le territoire chilien d'un modèle économique néolibéral très abouti qui a conduit à sa dernière étape la politique ressource menée durant les décennies précédentes, c'est-à-dire à l'exploitation *in fine* des ressources, en particulier forestières (Espejo, 1980) et minières. Bon nombre d'espaces naturels protégés créés avant 1973 vont subir soit un changement de périmètre, soit un changement de statut et vont donc être « redéclarés » officiellement dans les années 1980, pour permettre justement une meilleure adéquation entre protection et activités économiques.

Si le régime de Pinochet est synonyme d'une certaine extraversion économique sur le plan international, il est synonyme de répression policière massive en déportant et éliminant les opposants politiques, en montant une moitié de la population contre l'autre. Du point de vue de la protection de la nature, les dix

premières années de la dictature ont pu laisser penser que les espaces naturels protégés n'étaient plus que des zones stratégiques sur le plan des ressources mais vidées de leur substance politique. Or, dès le milieu des années 1980, le Chili va initier de nouveaux fronts écologiques au nom du néo-libéralisme (**figure 12**). L'idée est de rendre à nouveau rentable la protection de la nature en développant le tourisme dans certains grands parcs nationaux emblématiques (Laguna San Rafael) et en facilitant l'accès des acteurs privés aux ressources naturelles par le biais de concessions d'exploitation forestières. Le financement propre de la CONAF – l'organisme de gestion – sera lui aussi dicté par des principes néo-libéraux non-durables comme celui de la taxe sur les copeaux de bois autochtones destinés à la pâte à papier (Carruthers, 2001, p. 349).

La création, en 1984, de la loi-cadre sur le système national public d'aires forestières protégées (SNASPE²), va permettre au pays d'adopter et d'adapter les catégories internationales de l'IUCN. Comme en Afrique du Sud à la même période, la protection de la nature permet au Chili d'être intégrée et légitimée dans des arènes internationales, jetant ainsi un voile discret sur les exactions perpétrées sur les opposants politiques au régime, alors même que les espaces protégés sont un levier supplémentaire au service du néolibéralisme érigé en modèle national (Velut et al., 2009, p. 107).

L'environnement est utilisé par une partie de la société civile chilienne pour pouvoir combattre Pinochet sans l'affronter directement sur le terrain social et des droits fondamentaux. Mais il faut attendre le référendum marquant la fin du régime dictatorial pour que le mouvement environnemental chilien, représenté essentiellement par l'Institut d'Ecologie Politique (IEP) et le Réseau National d'Action Ecologique (RENACE), puisse commencer à être écouté au sein des sphères gouvernementales (Carruthers, 2001, pp. 352-353).

Au Chili, le front écologique géopolitique est essentiellement marqué par deux logiques, la protection de la forêt selon une logique essentiellement ressource, et la conquête des marges territoriales australes par l'établissement d'un continuum d'espaces naturels protégés de grande taille, souvent assimilables à des parcs de papier. Jusqu'à l'avènement de l'Unité Populaire, et à la création par Allende de la CONAF, les soubresauts politiques internes au Chili vont relativement peu marquer les politiques de protection de la nature. Avec le régime militaire de Pinochet, après une phase d'hésitation, le front écologique devient un outil politique de plus au service du néolibéralisme économique, logique semble-t-il poursuivie encore aujourd'hui.

Conclusion : Comparer la géographie historique des politiques de protection de la nature en Afrique du Sud, Argentine et Chili

Plusieurs facteurs propres à la génération géopolitique des fronts écologiques permettent d'esquisser un tableau comparatif (**tableau 3**) pour ces trois pays.

2. Sistema Nacional de Áreas Silvestres Protegidas del Estado.

les paradoxes du front écologique Pinochet 1973-1988



figure 12 : Front écologique de la dictature militaire (source : Guyot, 2015).

L'Afrique du Sud, l'Argentine et le Chili ont en commun de ne pas suivre complètement la chronologie générale (**tableau**) de la génération géopolitique des fronts écologiques, s'établissant généralement entre les années 1910 et 1960. Cette génération va perdurer jusqu'à la fin de leurs régimes autoritaires respectifs (Apartheid en Afrique du sud, dictatures militaires en Argentine et au Chili). La génération géopolitique en Afrique du Sud prend le relais de la génération impériale en 1910, au moment de la promulgation

de l'Union Sud-Africaine, et tend à « nationaliser » des enjeux de protection jusque-là de nature coloniale. Au Chili et en Argentine, les premières tentatives de protection de la nature, datées respectivement de 1907 et 1923, sont issues des logiques de colonisation interne des frontières australes de ces deux pays. En ce sens, ils partagent avec l'Afrique du Sud le concept d'une appropriation de la nature à des fins de contrôle colonial des terres et incarnée par des processus de spoliation des autochtones, gravés dans le marbre de



Génération géopolitique	Afrique du Sud			Argentine		Chili	
	Politique	Front écologique	Politique	Politique	Front écologique	Politique	Front écologique
1/ Chronologie interne	1900	1902 : fin de la 2 ^{de} guerre des Boers	génération impériale	1902 : Arbitrage du roi Edouard VII délimitant la frontière entre l'Argentine et le Chili.	1923 : création du parc national « del sur »	1884- Loi foncière : Titulos de Merced	1907-1925 : Un front écologique pionnier ressourceuriste de contr territorial centré sur l'Araucanie
	1910	1910 : Union Sud-Africaine	1910-1947 : unité nationale				
	1920	1913 : Native Land Act					
	1930			1930 : Le président Hipolito Yrigoyen (radical) est renversé par un coup d'Etat militaire.	1923-1955 : consolidation identitaire du territoire national	1931 : Loi sur les forêts	1926-1942 : Les parcs nationaux, du contrôle territorial au tourisme
	1940	1948 : premier gouvernement d'Apartheid	1948-1974- Un front écologique	1946-1955 : Perón instaure un régime fondé sur le « justicialisme »	Années 1950 : création de parcs dans les gobernaciones	1940 : définition du Chili « nouveau »	1926 : création du parc national Vicente Perez Rosales
	1950		les ex-républicains boers				
	1960			1956-1975 : Instabilité politique et	1956-1975 : affaiblissement du front écologique	1968 : création de CODEFF	1943-1972 : la conquête la wilderness de la fr australe
	1970	1970 : « grand apartheid »	1975-1994 – Le front écologique fragmenté du grand apartheid	1973-1974 : retour de Perón		1970 : Présidence d'Allende	1945 : création du parc national du Cap Horn
2/ Types dominants de protection de la nature	1976 : émeutes de Soweto			1976-1983 : Dictature militaire		1973-1989 : Dictature de Pinochet	1970 : création de la C
	1980	1986 : Etat d'urgence					1973-1988 : Les parcs du front écologique p la dictature militaire d Pinochet
	1990						1984 : création du SNA
		- wildlife		- wilderness		- forêt : ressourcisme et wilderness	
		-wilderness		- wildlife			
	3/ Contrôle frontalier	Oui (Mozambique, Botswana)		Oui (Chili, Bolivie)		Oui (Argentine, Bolivie)	
	4/ Contrôle territorial	Oui (littoraux, montagnes, bantoustans)		Oui (Patagonie, Andes)		Oui (Patagonie, Andes, îles Pacifiques)	
	5/ Nationalisme	Oui (South African National Parks), parc Kruger		Oui (Administration de Parques Nacionales), parc Nahuel Huapi		Non	
6/ Rivalité Etat / Provinces		Oui (surtout Provinces du Natal et du Cap, anciennes colonies britanniques)		Oui (surtout Provinces de Salta et de Mendoza)		Non (pas de décentralisation)	
	7/ Néolibéralis	Non		Non		oui	

tableau 2 : Grille de lecture comparative aux trois pays pour la génération géopolitique (source : Guyot, 2015).

la loi. Ces trois pays possèdent une frontière interne assez vaste (plus importante pour le Chili et l'Argentine que pour l'Afrique du Sud compte-tenu des distances importantes à la métropole) dont la conquête s'achève au début du XX^e siècle pour l'Afrique du Sud et seulement au milieu du XX^e siècle pour l'Argentine et le Chili. Si l'Afrique du Sud s'émancipe de la tutelle britannique en 1910, l'Argentine et le Chili sont officiellement indépendants depuis les années 1810. Les trois pays ont donc en commun d'utiliser la nature pour occuper et contrôler un territoire aux dimensions importantes.

Cependant, la nature n'est ni perçue, ni définie de la même manière dans les trois pays. En Afrique du Sud, la référence à la faune sauvage (*wildlife*), héritage colonial, est prioritaire et va servir à définir les contours du premier parc national (Kruger) en 1926 dans une zone de savane à proximité de la frontière avec la colonie portugaise du Mozambique. La référence à la *wilderness* d'inspiration états-unienne (milieu naturel) n'est que secondaire, même si elle permet la protection d'un certain nombre de grands paysages emblématiques. En Argentine, c'est cette référence états-unienne qui l'emporte à la suite des explorations et travaux de Moreno, avec la création du premier parc national del Sur en 1923 sur une île du lac Nahuel Huapi, puis du parc national éponyme en 1934. Au Chili, c'est la référence à la ressource forestière qui l'emporte dans un premier temps (1907-1925), puis la référence à la *wilderness* va gagner du terrain avec la création en 1926 du premier parc national Perez Rosales au nom de la valorisation touristique des beautés scéniques. Mais le pays ne va jamais totalement trancher entre les deux logiques, compte-tenu de la prégnance de la ressource économique forestière.

Entre les années 1920 et les années 1940 (à quelques années près en fonction des trois pays), l'Afrique du Sud, l'Argentine et le Chili vont connaître un contexte assez proche de création de parcs nationaux répondant à plusieurs objectifs communs :

- l'incarnation de la nation dans une nature emblématique (grande faune sauvage pour l'Afrique du Sud, lacs et montagnes pour l'Argentine, volcans et forêts pour le Chili), et dans un organisme national de conservation de la nature (1926 : National Parks Board en Afrique du Sud et 1934 : Servicio de Parques Nacionales en Argentine), sauf au Chili,
- le contrôle par l'Etat d'un vaste territoire (aux dépens des Mapuche en Argentine et au Chili, aux dépens des Africains en Afrique du Sud),
- la protection géopolitique des frontières (entre l'Argentine, le Chili et la Bolivie, entre l'Afrique du Sud, les colonies portugaises et britanniques).

Entre les années 1940 et 1970, on assiste à des degrés divers à la redéfinition par les trois Etats des fronts écologiques au service de nouvelles politiques territoriales nationales. Au Chili, en 1940, la définition des limites territoriales du Chili « nouveau » devant

inclure le territoire antarctique, implique la création australe de très nombreux parcs en Patagonie afin de contrôler un territoire presque vide et peu approprié par l'Etat pour en assurer la continuité jusqu'au continent blanc. L'avènement du régime d'apartheid en Afrique du Sud en 1948 implique une volonté de réorienter le front écologique vers les espaces des anciennes colonies Boers (Transvaal et Free State) jusque-là délaissés en raison de l'intensité du front de protection dans les anciennes colonies britanniques (Cap et Natal). L'avènement du péronisme en Argentine implique une politique volontariste de protection de la nature au sein des territoires provinciaux non autonomes et dépendants de l'Etat (*gubernaciones*) tout en poursuivant l'effort de protection des frontières internationales. Cependant, l'Afrique du Sud et l'Argentine ont aussi en commun le dynamisme des fronts écologiques initiés par les Provinces. Ces dernières se dotent même parfois d'organismes de conservation de nature à concurrencer le niveau national, comme les Natal Parks Board dans la Province du Natal en Afrique du Sud et le Servicio de Areas Protegidas de la Province de Salta en Argentine. Le Chili n'est pas concerné par cette dynamique n'ayant pas d'échelon politique décentralisé.

Pour la période 1970-1990, les trois pays sont très représentatifs de cette période de transition entre génération géopolitique et génération globale, où les impératifs globaux de protection de la nature sont mis au service d'enjeux politiques intérieurs. En Afrique du Sud, le poids de très grosses ONG mondialement influentes comme le WWF-Afrique du Sud va permettre une extension sans précédents du front écologique dans tout le pays, et, nouveauté, à partir des années 1970 au sein des bantoustans. En Argentine, la dictature militaire va aussi impliquer une remilitarisation du secteur de la protection de la nature avec un contrôle étatique plus affirmé, sans se couper totalement des nouveaux impératifs internationaux (exemple des réserves de biosphère). Au Chili, la dictature de Pinochet a pour objectif l'application pleine et entière du néolibéralisme sur tout le territoire national. On assiste d'abord à un arrêt brutal du front écologique, puis à sa reprise tout aussi soudaine en 1982, correspondant à l'application des valeurs néolibérales au front écologique. Au sein de cette dernière période de la génération géopolitique, les contextes politiques autoritaires des trois pays étudiés sont assez différents du point de vue de leur durée (longue et continue pour l'Afrique du Sud, longue et discontinue pour le Chili, courte et instable pour l'Argentine) et de leurs impacts territoriaux. Ils ont cependant en commun l'instrumentalisation du front écologique au service d'intérêts géopolitiques et géoéconomiques par l'Etat. A partir de 1990, les trois pays auront en commun une ouverture démocratique et internationale de leurs horizons politiques et économiques, marqués par un néolibéralisme démocratique propice à la mise en place d'un nouveau front écologique global de grande ampleur.

Références bibliographiques

- Carruthers, D. (2001).** Environmental politics in Chile: Legacies of dictatorship and democracy. *Third World Quarterly*, 22, 343-358, 10.1080/01436590120061642.
- Carruthers, J. (2008).** Conservation and Wildlife Management in South African National Parks 1930s-1960s. *Journal of the History of Biology*, 41, 203-236, 10.1007/s10739-007-9147-3.
- Carruthers, J. (2013).** The Royal Natal National Park, Kwazulu-Natal: Mountaineering, Tourism and Nature Conservation in South Africa's First National Park c.1896 to c.1947. *Environment and History*, 19, 459-485, 10.3197/096734013X13769033133701.
- Crosby, A.W. (2004).** *Ecological Imperialism: The Biological Expansion of Europe, 900-1900*. Cambridge University Press, 410 p.
- Espejo, M.R. (1980).** Libéralisme économique et espace rural au Chili depuis 1973. *Études rurales*, 77, 21-37, 10.3406/rural.1980.2593.
- Guyot, S. (2015).** *Lignes de front : l'art et la manière de protéger la nature*. Habilitation à diriger des recherches, Université de Limoges, 528 p.
- Guyot, S. (2012).** L'émergence d'un Front Touristique Transfrontalier dans les Andes Centrales (Triple Frontière : Argentine, Bolivie et Chili). *ACME: An International E-Journal for Critical Geographies*, 11, 304-334.
- Héritier, S., Arnaud de Sartre, X., Laslaz, L. & Guyot, S. (2009).** Fronts écologiques : dynamiques spatio-temporelles et dominations multi-scales. *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, 10.4000/espacepolitique.1453.
- Hevilla, M.C. & Molina, M. (2010).** Trashumancia y nuevas movilizaciones en la frontera argentino-chilena de los andes centrales. *Revista Transporte y Territorio*, 0, 40-58.
- Hopkins, J.W. (1995).** *Policymaking for Conservation in Latin America: National Parks, Reserves, and the Environment*. Greenwood Publishing Group, 234 p.
- Klubock, T.M. (2011).** The nature of the frontier: forests and peasant uprisings in southern Chile. *Social History*, 36, 121-142, 10.1080/03071022.2011.562348.
- Leonard, L. (2013).** The Relationship Between the Conservation Agenda and Environmental Justice in Post-Apartheid South Africa: An Analysis of Wessa KwaZulu-Natal and Environmental Justice Advocates. *South African Review of Sociology*, 44, 2-21, 10.1080/21528586.2013.817059.
- Oyola-Yemaiel, A. (1999).** *The Early Conservation Movement in Argentina and the National Park Service: A Brief History of Conservation, Development, Tourism and Sovereignty*. Universal-Publishers, 167 p.
- Pauchard, A. & Villarroel, P. (2002).** Protected Areas in Chile: History, Current Status, and Challenges. *Natural Areas Journal*, 22, 318-330.
- Pulgar, M. & Zaccari, E. (2013).** L'évolution des associations et des mouvements sociaux environnementaux dans le contexte politique chilien. *Ecologie & politique*, n° 46, 95-107.
- Ramutsindela, M. (2007).** Resilient geographies: land, boundaries and the consolidation of the former bantustans in post-1994 South Africa. *Geographical Journal*, 173, 43-55, 10.1111/j.1475-4959.2007.00230.x.
- Scarzanella, E. (2002).** Las bellezas naturales y la nación: Los parques nacionales en Argentina en la primera mitad del siglo XX. *Revista Europea de Estudios Latinoamericanos y del Caribe / European Review of Latin American and Caribbean Studies*, 5-21.
- Sepúlveda, B. (2011).** *Les Mapuches du Chili: des représentations aux pratiques de l'espace*. Rouen, 614 p.
- Valko, J.M. (2009).** Tourist Gaze and Germanic Immigrants in Roberto Arlt's Aguafuertes patagónicas. *Revista Hispánica Moderna*, 62, 77-92, 10.1353/rhm.0.0004.
- Velut, S., Ménanteau, L. & Negrete, J. (2009).** Protection du patrimoine naturel et gestion territoriale : la région de Valparaíso. *Cahiers des Amériques latines*, 105-119, 10.4000/cal.2116.



photo 6 : Parc national de Chiloe (Chili). Parc national créé en 1982 sous la dictature du général Pinochet. Il a impliqué l'expulsion de plusieurs communautés autochtones vivant à l'intérieur des limites du parc (cliché : S. Guyot, 2009).

